

NOUVELLE BIBLIOTHÈQUE DE THÈSES

Le droit constitutionnel de René Capitant

**Contribution au développement
d'une légitimité démocratique**

2020

Hélène TRUCHOT

Thèse pour le doctorat en droit
de l'Université Bourgogne Franche-Comté
présentée et soutenue publiquement
le 13 décembre 2018

Préface de Patrick Charlot

Prix de thèse Henri Gazin pour la meilleure thèse en Droit
toutes disciplines confondues de la Faculté de droit, sciences économique et politique
de l'Université de Bourgogne Franche-Comté

DALLOZ

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire	V
Liste des abréviations	VII
Remerciements	IX
Préface	XI
Introduction	I
I. Présentation de la vie et de l'œuvre de René Capitant	3
A. La formation de la pensée individualiste	3
B. La formation de la pensée démocratique	8
C. L'application de la pensée démocratique	19
II. Présentation de la méthode de la recherche : étudier « le droit constitutionnel » de René Capitant	23

Première partie

La construction d'une légitimité démocratique

Titre 1. La conception subjectiviste de l'ordonnement normatif	39
Chapitre 1. La règle de droit positif, émanation des consciences individuelles	43
Section 1. Le subjectivisme comme méthode juridique	44
Sous-section 1. L'efficacité de la règle de droit	45
I. L'impératif juridique comme obligation personnelle d'obéissance	45
A. La notion d'impératif juridique	46
B. La notion d'impératif juridique positif	48
II. La « masse du peuple » comme source d'efficacité de l'impératif juridique	52
A. Le rejet d'un ordre juridique contraignant	52
B. La corrélation entre droit et masse du peuple	56
Sous-section 2. L'efficacité de l'ordre normatif	60
I. La compétence de l'organe	60
A. La dualité du processus de positivité	61
B. La hiérarchie des organes	63
II. Le peuple comme organe souverain	66

Section 2. Le droit constitutionnel non écrit	69
Sous-section 1. L'existence du droit constitutionnel non écrit	70
I. Le pluralisme des sources du droit	71
II. Les fonctions de la coutume constitutionnelle	75
A. La coutume supplétive	75
B. La coutume confirmative	77
C. La coutume abrogative	78
Sous-section 2. La valeur positive du droit constitutionnel non écrit	80
I. L'efficacité du droit constitutionnel non écrit	81
A. Le rejet de la primauté du droit écrit	81
B. L'application du critère d'efficacité au droit constitutionnel non écrit	83
II. La valeur supérieure du droit constitutionnel non écrit	84
 Conclusion du chapitre 1	 89
 Chapitre 2. La Constitution, acte du peuple souverain	 91
Section 1. La volonté constituante du peuple en période révolutionnaire	93
Sous-section 1. La fonction constituante de la révolution juridique	94
I. La définition matérielle de la révolution juridique	94
A. Le rejet de la définition formelle	95
B. L'acceptation de la définition matérielle	97
II. La juridicité de la révolution	100
Sous-section 2. La fonction légitimante du processus constituant	104
I. Une procédure constituante dualiste	104
A. Le pouvoir du peuple dans la formulation de la « première » constitution positive	105
B. Le Législateur constituant limité par la « première » constitution positive	108
II. La formation de la légitimité constitutionnelle	110
Section 2. La protection de la volonté constituante dans l'État	114
Sous-section 1. La survivance du pouvoir constituant du peuple	115
I. La limitation de l'organe de révision	115
II. L'illimitation du pouvoir constituant souverain	120
Sous-section 2. Les garanties constitutionnelles à la protection de la volonté constituante	123
I. Le rejet relatif de la justice constitutionnelle	124
A. Le rejet du contrôle de constitutionnalité des lois	124
B. Le correctif à la souveraineté parlementaire	125
II. La protection matérielle de la Constitution	128
 Conclusion du chapitre 2	 130
Conclusion du titre 1	131

Titre 2. À la recherche de la légitimité constitutionnelle française	133
Chapitre 1. La légitimité constitutionnelle individualiste	135
Section 1. L'individualisme républicain	136
Sous-section 1. L'émancipation de l'individu	137
I. L'individu comme source	138
A. L'individu comme seule donnée existante	139
B. L'individu comme seule source du droit	141
II. L'individu comme finalité	143
A. La finalité individualiste de la société	144
B. La finalité individualiste du droit	146
Sous-section 2. La nécessité de l'autorité étatique	148
I. L'État au service de l'individu	149
II. Le contrôle des pouvoirs	153
A. L'individu contre la société	153
B. Le contrôle des pouvoirs	154
Section 2. L'individualisme républicain, critère de légitimation des régimes politiques	156
Sous-section 1. L'individualisme comme justification du régime de la III ^e République	157
I. L'individualisme comme légitimité constitutionnelle de la III ^e République	158
A. La reconnaissance juridique de la DDHC	158
1. La coutume républicaine	159
2. La légitimité républicaine	160
B. L'individualisme au-delà de la DDHC	161
II. Le contrôle comme garantie de la légitimité constitutionnelle	164
A. Le scrutin individualiste	165
B. Le Sénat	166
1. La chambre garante des valeurs républicaines	167
2. Le contrôle du gouvernement	169
Sous-section 2. L'anti-individualisme comme condamnation du régime national-socialiste	172
I. L'idéologie du régime national-socialiste	174
A. La négation de la réalité individuelle	175
B. L'exercice de la souveraineté par le Führer	178
II. La force du régime national-socialiste	182
A. Un régime plébiscitaire	183
B. Un régime totalitaire	185
Conclusion du chapitre 1	189

Chapitre 2.	La légitimité constitutionnelle démocratique	191
Section 1.	Le changement de légitimité	193
Sous-section 1.	La III^e République : une crise de fonctionnement	194
I.	Le régime parlementaire : le gouvernement de ministres responsables	197
A.	La redéfinition du régime parlementaire	197
1.	Le rejet des définitions classiques du parlementarisme	198
a)	Le rejet de la séparation des pouvoirs	199
b)	Le rejet de la subordination de l'exécutif au législatif	201
2.	Le gouvernement de ministres responsables	202
B.	La redéfinition du régime parlementaire français	206
1.	La souveraineté parlementaire	207
2.	Le mode de scrutin majoritaire : une tentative de rapprochement avec le système britannique	209
II.	La nécessité de réformer le régime parlementaire	211
A.	Le maintien de la légitimité constitutionnelle	212
1.	Le maintien du régime représentatif : le rejet des procédés de démocratie directe	212
2.	Le maintien du régime parlementaire : le rejet de la proportionnelle	216
3.	Le maintien du régime individualiste : la réforme limitée du Sénat	220
B.	Les tentatives de réformes : l'orientation vers un régime parlementaire moniste	221
1.	Donner au gouvernement les moyens de gouverner	222
2.	Donner au gouvernement la stabilité	227
Sous-section 2.	La IV^e République : une crise de légitimité	230
I.	Une crise limitée : la tentative de révolution de la Résistance	232
A.	L'opposition entre la légalité formelle du régime de Vichy et la légitimité démocratique de la France libre	233
B.	La tentative de révolution démocratique accomplie par la Résistance	236
1.	La continuité : le retour à la République	237
2.	La rupture hésitante : la révolution démocratique par le référendum	246
II.	Une crise totale : le retour en arrière opéré par la Constitution de la IV ^e République	248
A.	Le retour au régime représentatif	250
1.	Le texte constitutionnel : la souveraineté parlementaire	250
a)	La souveraineté parlementaire : fondement de la IV ^e République	251
b)	Les vestiges de la souveraineté populaire	253
2.	La pratique constitutionnelle : la souveraineté des partis	256
a)	Le retour au régime représentatif : la faute des partis politiques	257
b)	Du régime représentatif au régime des partis	260

B.	Le nécessaire changement de légitimité	264
1.	La révolution nécessaire	264
2.	La révolution démocratique	265
a)	La continuité de la Résistance	266
b)	La révolution démocratique	268
Section 2.	La théorisation de la démocratie moderne	271
Sous-section 1.	La souveraineté de l'individu	272
I.	L'héritage de l'individualisme	273
A.	Les fondements individualistes de la démocratie : le contrat social	274
1.	Le contrat social fondé par l'individu	274
2.	Le contrat social fondé pour l'individu	276
B.	L'interprétation individualiste de la volonté générale	278
II.	Le dépassement de l'individualisme	281
A.	Le rejet de la représentation de la souveraineté	281
B.	Les caractéristiques de l'obligation démocratique	285
1.	Le principe d'autonomie : la généralité de la loi par sa source	285
2.	Le principe d'égalité des autonomies : la généralité de la loi par son objet	289
3.	Le principe de laïcité : la protection des consciences	291
4.	Le principe d'autorité : le renforcement de l'exécutif	293
Sous-section 2.	La tentative de conciliation entre souveraineté de l'individu et démocratie constitutionnelle	295
I.	Le souverain absolu : le peuple constituant	296
II.	Le souverain relatif : le peuple organe dans l'État	305
Conclusion du chapitre 2		309
Conclusion du titre 2		311
Conclusion de la première partie		313

Seconde partie

La mise en œuvre de la légitimité démocratique

Titre 1.	La démocratie politique	319
Chapitre 1.	La défense du principe d'autorité présidentielle	323
Section 1.	L'autorité dans le régime parlementaire : l'équilibre des pouvoirs avec prépondérance présidentielle	325

Sous-section 1.	L'instauration d'un régime parlementaire dualiste	327
	I. Un rééquilibrage des pouvoirs décevant	328
	A. L'augmentation des prérogatives gouvernementales	329
	B. L'inspiration libérale du régime politique	332
	II. La double responsabilité gouvernementale : le maintien du régime parlementaire	335
Sous-section 2.	L'autorité dans le régime parlementaire	339
	I. L'interprétation de la Constitution de 1958 : le Premier ministre chef du pouvoir exécutif	340
	II. L'interprétation de la pratique constitutionnelle : le président de la République chef du pouvoir exécutif	345
Section 2.	L'autorité dans le « régime présidentiel » : la concentration des pouvoirs	351
Sous-section 1.	Le changement de régime politique par l'élection du président de la République au suffrage universel direct	353
	I. L'élection directe du président de la République dans le régime parlementaire	353
	A. Le rejet du régime présidentiel	354
	1. Le rejet du régime présidentiel par la pratique	355
	2. Le rejet du régime présidentiel par la révision constitutionnelle	356
	B. La démocratisation relative du régime parlementaire	359
	II. L'élection directe du président de la République dans le « régime présidentiel »	361
	A. L'absence de définition du « régime présidentiel »	362
	B. La transformation de la représentation	364
	1. Une première justification : le dualisme de Weimar et la théorie de la double représentation	365
	2. Une seconde justification : la représentation unitaire	370
Sous-section 2.	L'autorité dans le « régime présidentiel »	373
	I. La concentration des pouvoirs dans la fonction présidentielle	374
	II. Les collaborateurs du président de la République	376
	A. Le rôle limité des ministres	376
	B. Le rôle limité des parlementaires	378
	1. Le vote relatif de la loi : l'interprétation extensive de la procédure des ordonnances	379
	2. Le contrôle relatif du gouvernement	385
	Conclusion du chapitre 1	388

Chapitre 2. L'influence limitée sur le principe d'autonomie populaire	391
Section 1. La faible participation du souverain au pouvoir	392
Sous-section 1. La faible participation directe du souverain par le référendum	394
I. La participation directe au pouvoir constituant	394
A. La justification de la procédure d'adoption de la Constitution du 4 octobre 1958	395
B. Le maintien du pouvoir constituant du peuple	398
II. La participation directe au pouvoir législatif	404
A. Le référendum législatif	404
B. La volonté réformatrice	408
1. L'élargissement du domaine référendaire	409
2. L'élargissement de l'initiative référendaire	411
Sous-section 2. La faible participation indirecte du souverain par l'arbitrage	413
I. La dissolution : l'arbitrage populaire d'initiation présidentielle	415
II. Le référendum : la vérification de l'adéquation entre volonté populaire et volonté présidentielle	418
Section 2. Le correctif par la responsabilité du président de la République devant le peuple	425
Sous-section 1. La légitimité constitutionnelle comme fondement de la responsabilité	426
Sous-section 2. La mise en œuvre de la responsabilité présidentielle	429
I. La mise en œuvre spontanée de la responsabilité : le référendum-motion de censure	430
II. La mise en œuvre provoquée de la responsabilité : le changement de signification de la responsabilité gouvernementale	434
Sous-section 3. Les conséquences : démission ou soumission ?	436
Conclusion du chapitre 2	441
Conclusion du titre 1	443
Titre 2. La démocratie intégrale	445
Chapitre 1. La décolonisation de l'Empire français	447
Section 1. L'organisation fédérale de l'Union française	448
Sous-section 1. L'indécision première	449
I. L'acceptation première du centralisme	450
II. Le rejet du centralisme comme synonyme de démocratie représentative	452
Sous-section 2. La nécessité démocratique du fédéralisme	454
I. L'application des principes démocratiques au fédéralisme	455
A. Le principe d'autonomie	456
B. Le principe d'égalité	461
II. L'organisation fédérale de l'Union : de la prédominance française au fédéralisme démocratique	463

Section 2. L'autodétermination des peuples	469
Sous-section 1. La permanence du droit à l'autodétermination des territoires d'outre-mer	470
I. L'interprétation extensive de la « cession » de territoire	471
II. L'interprétation restrictive des « territoires »	475
Sous-section 2. Les conditions du droit à l'autodétermination : la primauté du consentement	477
I. Le consentement référendaire	478
II. Les limites à l'autonomie : le principe d'évolution des territoires	480
Conclusion du chapitre 1	483
Chapitre 2. La démocratie économique et sociale	485
Section 1. La critique du régime capitaliste	487
Sous-section 1. La définition de la démocratie sociale	488
I. Le rejet d'un contenu social	489
II. La généralisation des principes de la démocratie politique	491
Sous-section 2. Une condamnation commune des régimes représentatif et capitaliste	494
I. Le lien entre régime politique et régime social	495
II. Le lien entre régime représentatif et régime capitaliste	497
A. Le capitalisme : la subordination du travailleur au chef d'entreprise	498
B. L'unité du régime politique et social	500
Section 2. Les solutions démocratiques au capitalisme	503
Sous-section 1. La décentralisation économique et sociale	504
I. Le principe de la décentralisation économique et sociale	505
II. Les conventions collectives	508
Sous-section 2. La participation du travailleur dans l'entreprise	511
I. La participation au capital : l'amendement Vallon et le plan Loichot	512
II. La participation aux décisions : les amendements Capitant et Le Douarec	522
Conclusion du chapitre 2	530
Conclusion du titre 2	531
Conclusion de la seconde partie	533
Conclusion générale	535
Bibliographie – Œuvre de René Capitant	539
Bibliographie générale	563
Index des noms	603